

Le Président
ANDRÉ VALLINI
Député de l'Isère

Monsieur René Pois-Pompée
Maire de Saint-Maximin
Mairie
38530 Saint-Maximin

Grenoble, le **23 JUIN 2009**

DAT/SENV/09-0699
Dossier suivi par Karine Rolland : 04 76 00 39 29



Monsieur le Maire,

Conformément à la délibération de votre conseil municipal du 27 mars 2009 et en application de l'article L 142.3 du Code de l'Urbanisme, le Conseil général de l'Isère a décidé par délibération du 29 mai 2009 de créer une zone de préemption au titre des "espaces naturels sensibles" sur le site local du marais d'Avallon (SL151), sur le territoire de la commune de Saint-Maximin.

Conformément à l'article L 142.5 du Code précité, cette décision fera l'objet d'une publication au bulletin officiel du Département de l'Isère, à paraître le 10 juillet 2009, sous le numéro 230 du mois de juin 2009.

Je vous remercie de bien vouloir trouver sous ce pli, copie de l'extrait de décision ainsi que la liste de l'état parcellaire et un plan de situation parcellaire authentifié précisant le périmètre exact de la zone délimitée.

Les documents ci-dessus doivent être tenus à la disposition du public en votre mairie. Je prends toutes les mesures pour qu'une mention de la décision prise et de ce dépôt soit faite dans les éditions concernées du Dauphiné Libéré et des Affiches de Grenoble et du Dauphiné.

A l'intérieur de la zone de préemption délimitée, toutes les aliénations à titre onéreux, y compris les ventes par voie d'adjudication, lorsque cette procédure est rendue obligatoire, à l'exception de la vente mettant fin à une indivision créée volontairement et ne résultant pas d'une donation partage, doivent faire l'objet d'une déclaration d'intention d'aliéner.

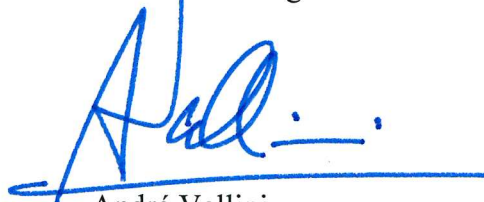
Le droit de préemption ayant été délégué à la commune par cette même délibération, je vous retransmettrai les déclarations d'intention d'aliéner dès qu'elles me parviendront.

La commune a alors un délai de deux mois à compter de la date d'avis de réception de la D.I .A. par le Département, pour faire valoir son droit de préemption.

La décision de préempter, qui devra être motivée formellement, se fera par un arrêté si le conseil municipal a délégué ce pouvoir au maire. Si tel n'est pas le cas, le conseil municipal devra délibérer. Aussi, par souci d'efficacité, pour respecter le délai de 2 mois et conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, je vous invite à demander au Conseil municipal de vous déléguer ses pouvoirs en matière de préemption¹.

Je vous remercie par avance de me faire part de la décision de votre conseil municipal sur ce point et vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Président du Conseil général



André Vallini
Député de l'Isère

¹ Proposition de texte de délibération : « Les articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales donnent au conseil municipal la possibilité de déléguer au maire pour la durée de son mandat certaines attributions de cette assemblée.

Afin de faciliter la bonne marche de l'administration communale et la rendre plus réactive compte tenu des délais impartis (deux mois), le conseil municipal décide de donner au maire délégation pour exercer, au nom de la commune, les droits de préemption, que la commune en soit titulaire ou délégataire (droit de préemption au titre des Espaces naturels sensibles notamment), à l'occasion de l'aliénation d'un bien dans les conditions que fixe le conseil municipal."



EXTRAIT DES DÉCISIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE

Séance du 29 mai 2009

DOSSIER N° 2009 C05 G 20 30

Politique : - Environnement

Programme : Espaces naturels sensibles

Opération :

Objet : Sites départementaux, sites locaux

Service instructeur : DAT - Service de l'environnement

☒ Sans incidence financière

☐ Répartition de subvention

Imputations	.....	.....	.....	.....
Montant budgété	.....	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
Solde à répartir	.....	.....	.....	.....

☐ Programmation de travaux

Imputations	.....	.....	.....	.....
Montant budgété	.....	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
Solde à répartir	.....	.....	.....	.....

☐ Conventions, contrats, marchés

Imputations
-------------	-------	-------	-------	-------

☐ Autres (à préciser)

Délégations à la commission permanente (*références délégation – articles*) :

Dépôt en Préfecture le :

Publication le :

Notification le :

Exécutoire le :

Acte réglementaire :
ou à publier

Non

Conseil général de l'Isère
TELETRANSMIS LE

-4 JUIN 2009

Service de la questure

DÉCISION DE LA COMMISSION PERMANENTE

1 – RAPPORT DU PRÉSIDENT

I. SITES DEPARTEMENTAUX

❖ Etangs et landes de la Rama, Neuf et Billonay

Dans le cadre de la politique de préservation des espaces naturels sensibles, le site des étangs de la Rama, Neuf et Billonay a été classé espace naturel sensible départemental par décision de l'assemblée départementale du 11 juillet 2005.

Le Département se porte acquéreur, au fur et à mesure des ventes, de parcelles situées à l'intérieur du zonage défini sur 384 ha. Aussi, un hectare vient d'être acquis. Il est nécessaire de définir les actions d'entretien pour les trois parcelles concernées.

Ces terrains étant actuellement cultivés par un exploitant en fin d'exercice, il est proposé de poursuivre les pratiques agricoles en cours pendant les deux années restantes, dans le cadre d'un contrat de prêt à usage gratuit. Par la suite, l'objectif est de convertir ces parcelles cultivées en prairies via la signature d'un bail environnemental avec un nouvel agriculteur.

Je vous propose d'approuver le contrat de prêt à usage gratuit, tel que rédigé en annexe 1, et de m'autoriser à le signer.

❖ Col du Coq - Pravouta

• Bail de chasse

Un bail de chasse a été signé le 4 septembre 2006 avec l'association communale de chasse agréée de Saint-Pierre-de-Chartreuse pour la pratique de la chasse dans l'espace naturel sensible du Col du Coq - Pravouta à Saint Pierre de Chartreuse.

Le site du Col du Coq - Pravouta étant très fréquenté le week-end, il a été précisé que les chasses collectives pour le sanglier doivent avoir lieu avant 10 h 30 le samedi et le dimanche. Cependant, certaines années, le Conseil Général pourra autoriser les chasses collectives jusqu'à 14 h, y compris les samedis et dimanches en septembre et octobre afin de réguler les populations de sangliers.

Je vous propose d'approuver l'avenant n°2 au bail de chasse avec l'association communale de chasse agréée de Saint-Pierre-de-Chartreuse, tel que rédigé en annexe 2, et de m'autoriser à le signer.

• Mise à disposition du chalet du Col du Coq

Dans le cadre de la gestion de l'espace naturel sensible, une convention d'occupation temporaire a été signée en mai 2006 avec le groupement pastoral du Col du Coq concernant l'usage des prairies et alpages de Pravouta et des Ayes, pour faire paître un troupeau d'ovins.

Dans ce cadre, le Département est sollicité afin de mettre à disposition du groupement le chalet du Col du Coq. Ce chalet est réservé exclusivement à l'usage du berger dans le cadre de son activité pastorale pour son hébergement pendant la période d'estive, planifiée du 30 mai 2009 au 4 octobre 2009. Aucune autre activité annexe ne peut y être pratiquée (commerce, accueil ...).

Je vous propose d'approuver l'avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire avec le groupement pastoral du Col du Coq, tel que rédigé en annexe 3, et de m'autoriser à le signer.

II. SITES LOCAUX

❖ Labellisations

Je vous propose :

✓ de labelliser en tant que site local, les sites dont les caractéristiques figurent dans le tableau ci-après :

Sites communaux

ID_site	Nom du site	Commune	Zone intervention (ha)	Zone observation (ha)	Zone de Préemption (ha)	Maîtrise foncière (ha)	Statut
SL132	Etang de Bas	Siccieu-St-Julien-et-Carisieu	59,7360	118,4766	0,0000	58,4381	PEC _{AMF}
SL151	Marais d'Avallon	Saint-Maximin	3,3115	5,3786	3,3115	1,1587	PEC _{AMF}

✓ de m'autoriser à signer les conventions d'intégration au réseau des espaces naturels sensibles isérois pour ces deux sites.

❖ Révision de zonage

La commune de Verna comporte deux petits espaces naturels sensibles locaux labellisés en 2003, le site du Cros du Buis (SL038) et la carrière des Sétives (SL069) d'une surface respective de 5,5 ha et de 2,1 ha.

Etant donné la proximité et la complémentarité des milieux naturels (dunes sableuses et mares) de ces deux sites, je vous propose :

✓ de regrouper ces deux sites en un seul, dénommé "carrières et dunes sableuses de Verna" (SL038) et d'élargir le zonage global des zones d'intervention et d'observation, les portant respectivement de 7,6 ha à 12,59 ha et de 23 ha à 25,17 ha ;

✓ de résilier la convention n° ENV-2003-39 de labellisation du site de la carrière des Sétives ;

✓ d'approuver et de m'autoriser à signer l'avenant n°1 à la convention N° ENV-2003-0022 de labellisation du site du Cros du Buis portant modification du zonage du site, tel que rédigé en annexe 4.

❖ Zones de préemption

➤ (SL038) Site des carrières et dunes sableuses de Verna – Commune de Verna

Conformément à la délibération de la commune (annexe 5), je vous propose :

✓ de créer une zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur le site des carrières et dunes sableuses de Verna, sur la commune de Verna, d'une superficie de 9ha 69a 30ca, sur les parcelles telles que listées en annexe 6 et délimitées par un trait continu sur le plan en annexe 7 ;

✓ de déléguer le droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles à la commune de Verna.

➤ (SL151) Site du marais d'Avallon – Commune de Saint-Maximin

Conformément à la délibération de la commune (annexe 8), je vous propose :

✓ de créer une zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur le site du marais d'Avallon, sur la commune de Saint-Maximin, d'une superficie de 3ha 31a 15ca, sur les parcelles telles que listées et délimitées par un trait continu sur le plan en annexe 9 ;

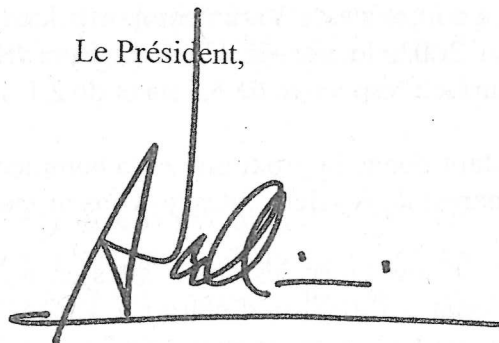
✓ de déléguer le droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles à la commune de Saint-Maximin.

2 – DÉCISION

La commission permanente adopte le rapport du Président.

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'André Vallini', is written over a horizontal line. A vertical line extends upwards from the signature.

André Vallini

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de l'Isère

Commune de SAINT-MAXIMIN

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers

en exercice : 15

Présents : 13

Procuration : 1

Votants : 14

Objet : demande de création de zone de préemption
marais d'AvallonL'an deux mil neuf
le 27 mars

Le conseil municipal de la commune de SAINT-MAXIMIN,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie,
sous la présidence de son maire, René POIS-POMPÉE.
Les convocations ont été envoyées le 20 mars.

Étaient présents : R. Pois-Pompée, G. Bricalli, G. Kiezer, P. Fouillet, L. Paquet, G. Mathon,
J.-P. Chenevier, A. Aguetaz, J. Viret, D. Buissard, F. De Bock, L. Augustin, O. Chabert.

Étaient excusés : P. Ceria, E. Gilbert (pouvoir à R. Pois-Pompée).

Odile Chabert est désignée secrétaire de séance, à l'unanimité.

L'espace naturel du marais d'Avallon est reconnu comme d'intérêt patrimonial, puisque c'est un espace :

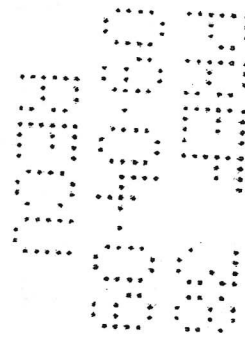
- situé en ZNIEFF de type I, n° 3820-0016 ;
- constituant le lieu de vie de nombreuses espèces des milieux humides, dont la Rainette verte et le Triton alpestre. Le site abrite également de nombreux oiseaux dont des espèces migratrices qui y font une halte ;
- présentant un écosystème remarquable référencé par l'AURG dans le schéma directeur de la région grenobloise comme « Espace d'intérêt écologique et site naturel classé ».

Cet espace est en propriété privé. Compte tenu de son intérêt patrimonial, il est primordial que la commune puisse disposer de la maîtrise foncière pour préserver et gérer cet espace.

Au vu de cet état, et après délibération, le conseil municipal, par 10 voix pour, 3 abstentions, 1 contre :

- sollicite le conseil général pour la création d'une zone de préemption au titre des ENS sur la commune de Saint-Maximin en vertu de l'article L142-3 du code de l'urbanisme, et tel que délimité par un trait continu sur le plan ci-joint ;
- demande la délégation du droit de préemption par le conseil général à la commune concernée au titre de l'espace naturel sensible de Saint-Maximin ;
- charge Monsieur le maire de transmettre au conseil général de l'Isère l'ensemble des pièces pour l'instruction du dossier :
 - plan cadastral (nord, échelle, lieu-dit),
 - liste des parcelles concernées (section, numéro, propriétaire, surface).

Fait à Saint-Maximin, les jour, mois et an ci-dessus.
Le maire.

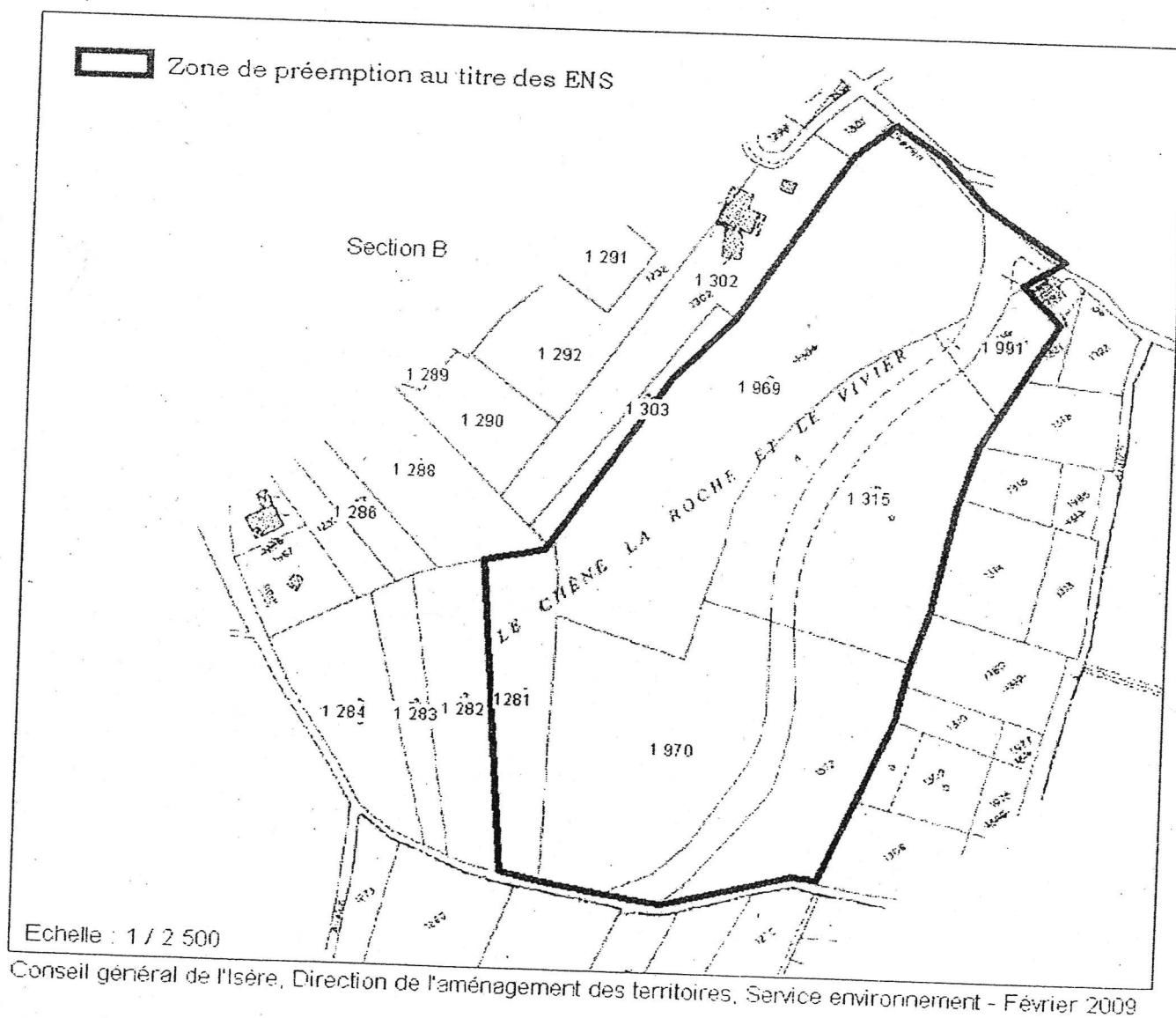


Espace Naturel Sensible
Marais d'Avallon (SL151)
Commune de Saint-Maximin
ZONE DE PREEMPTION

Liste des parcelles

Section	Parcelle	Surface (m ²)	Lieu-dit
B	1281	2645	LE CHENE LA ROCHE ET LE VIVIER
B	1315	7790	LE CHENE LA ROCHE ET LE VIVIER
B	1969	11587	LE CHENE LA ROCHE ET LE VIVIER
B	1970	6736	LE CHENE LA ROCHE ET LE VIVIER
B	1972	3594	LE CHENE LA ROCHE ET LE VIVIER
B	1991	763	LE CHENE LA ROCHE ET LE VIVIER
Total		33115	

Plan parcellaire

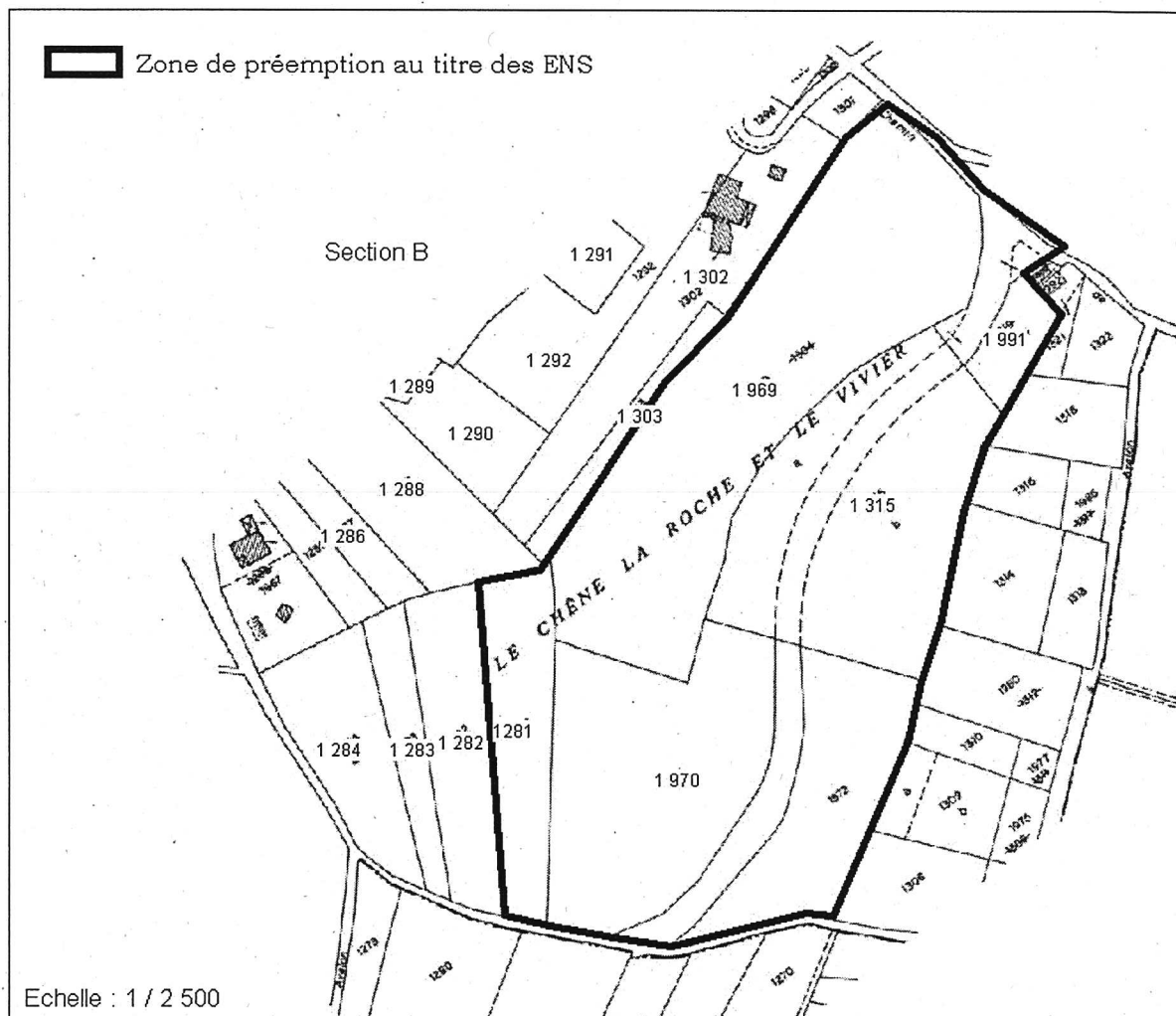


Espace Naturel Sensible
Marais d'Avallon (SL151)
Commune de Saint-Maximin

ZONE DE PREEMPTION
Liste des parcelles

Section	Parcelle	Surface (m ²)	Lieu-dit
B	1281	2645	LE CHENE LA ROCHE ET LE VIVIER
B	1315	7790	LE CHENE LA ROCHE ET LE VIVIER
B	1969	11587	LE CHENE LA ROCHE ET LE VIVIER
B	1970	6736	LE CHENE LA ROCHE ET LE VIVIER
B	1972	3594	LE CHENE LA ROCHE ET LE VIVIER
B	1991	763	LE CHENE LA ROCHE ET LE VIVIER
Total		33115	

Plan parcellaire



Conseil général de l'Isère, Direction de l'aménagement des territoires, Service environnement - Février 2009

Commission permanente du 29 mai 2009

Pour copie conforme

Le directeur
de l'aménagement des territoires,


Jean-Michel Selles